



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 8 MARS 2023**

- En Visioconférence -

B.O n° 2576

Début des travaux à 14h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général Adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-Président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de Mission	Benjamin MERCIER
Membres	Christine ARNOUX Sylvie CAILLET Evelyne CIRIEGI (en partie) Marc DEBERGHES Laure GAUTHREAU Olivier HIRTZIG Christine KITEGI Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Inès NYADANU POLLET Hélène RICARDO Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN
Assistent : Directeur Général Responsable Financière par intérim Directeur Technique National DTN Adjointe Responsable de la coordination des instances	Laurent CIUBINI Ingrid D'HOSTINGUE Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Magali TAPRET

Collaboratrice Président, responsable MG Représentante CSE Représentant MAESTIS Représentant MAESTIS	Valérie GICQUEL Sophie LARDILLAT Guillaume DUARTE (en partie) Vincent BAUDEVIN (en partie)
Excusés : Chargé de Mission Chargé de Mission Membre Membre Membre Membre	Denis CADON Stéphane METZGER Alain BERNARD Julie EISSEN Myrtho MANDE Christelle MIGNE

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

1. Accueil du Président

Gilles Séziane souhaite la bienvenue à tous. Il exprime ses regrets suite à l'annulation ce jour de la visite du CAO et de la tenue de la réunion du Codir en présentiel en raison du mouvement de grève national. Une nouvelle visite devrait être calée lors de la prochaine date du Codir fixée le 3 mai prochain.

2. Affaires Administratives

2.1 – Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

- *Cercle de compétence Plongeon du 15 novembre 2022 et du 7 février 2023 (en annexe)*

Le Comité Directeur valide ces deux procès-verbaux.

- *Cercles de compétence Water-Polo du 2 mars 2023 (en annexe)*

Le Comité Directeur valide ce procès-verbal.

- *Cercle de compétence Natation Course du 3 mars 2023 (en annexe)*

Le Comité Directeur valide ce procès-verbal.

2.2 - PSF : évolution de la note de cadrage

Laurent Ciubini rappelle que l'idée de la campagne PSF était de réduire le nombre d'actions éligibles de 18 à 12 afin d'éviter le plus possible le saupoudrage et de trouver des priorités pour chaque échelon régional, départemental et club. La note de cadrage est aujourd'hui prête, dans l'attente du feu vert de l'Agence pour lancer la campagne 2023.

Julien Issoulié : l'objectif du PSF est d'être un levier de développement à la fois pour les ligues avec des axes importants comme une priorisation sur les ETR et pour les clubs avec une volonté de les aider à se transformer en évitant au maximum les frais de fonctionnement. A travers l'analyse des dossiers adressés

par les ligues et leur traitement, nous devrions parvenir à valoriser les bons projets mis en place dans les territoires pour communiquer ces réussites lors des prochaines notes de cadrage.

Agnès Berthet informe que la campagne sera serrée puisque qu'elle devrait s'ouvrir la semaine prochaine et que tous les dossiers devront être déposés au plus tard à l'ANS le 31 mai. Un webinaire national et des webinaires territoriaux seront réalisés pour aider les structures au montage de leur dossier. Elle rappelle que le PSF ne doit pas servir à du fonctionnement et/ou à des actions reconduites à l'identique d'année en année, mais bien à de l'accompagnement de projets visant à l'augmentation du nombre de pratiquants. Nous devons nous assurer dans le suivi et l'accompagnement des structures que les dossiers répondent aux attentes fédérales. L'enveloppe s'élève cette année à 1,4M€ pour les clubs, les départements et les ligues.

Marc Deberghes : le département peut-il regrouper les demandes de ses clubs ?

Agnès Berthet répond que les départements peuvent bien entendu être tête de réseau pour plusieurs petits clubs. Il faudra juste le mentionner dans la demande.

2.3 – Premier retour sur le contrôle de l'Agence Française Anticorruption

Laurent Ciubini fait un rapide retour du bilan de clôture du contrôle effectué par l'AFA.

Un rapport de contrôle provisoire sera adressé prochainement à la Fédération avec des observations et des recommandations pour lequel nous aurons deux mois pour répondre. Lors du bilan, l'AFA a constaté que la Fédération n'avait pas de dispositif anti-corruption répondant totalement à la Loi Sapin 2 mais que l'aspect transparence et probité était traité avec de bonnes pratiques de prévention et de détection mises en œuvre. A noter également notre action en matière de commande publique avec le lancement systématique d'appels d'offres. La Fédération devra mettre en place un plan d'actions et engager un travail en matière de cartographie des risques sous la forme d'un cercle vertueux dédié pour éviter tous débordements, y compris au niveau des ligues et départements.

Gilles Sézionale se dit satisfait de ce bilan. L'application des bonnes pratiques dans les ligues et les départements dont nous sommes garants sera en revanche plus compliquée.

2.4 – Situation administrative de la ligue de Guyane

Laurent Ciubini informe que la Fédération a reçu plusieurs communications des clubs de Guyane faisant état de dysfonctionnements administratifs au sein de la ligue. Aucune Assemblée Générale ne s'est tenue et aucun bilan financier n'a été transmis depuis trois saisons. Suite à plusieurs demandes d'explications et de régularisation adressées par la Fédération et sans réponse concrète de la ligue de Guyane, la Fédération a une nouvelle fois écrit à la Ligue afin de leur signifier la suspension du versement de la part régionale si la situation n'était pas régularisée d'ici la fin du mois d'avril. La Ligue Guyane a répondu en assurant que tous les documents seraient transmis et qu'une Assemblée Générale se tiendrait avant fin avril.

Bernard Dalmon informe qu'à ce jour la ligue Guyane est à la recherche d'un nouveau Contrôleur aux comptes. De plus, via le PSF les ligues sont tenues de fournir leurs comptes, or la ligue Guyane n'a fait aucune demande au niveau du PSF.

Gilles Sézionale rappelle qu'en tant que délégataire ministériel, la FFN a pour devoir de contrôler ses organes déconcentrés. Si elle ne fait rien, la FFN serait réprimandable. Si la situation reste en l'état, la Ligue devra donc être mise sous tutelle.

Christine Kitegi ne comprend pas pourquoi les bonnes pratiques ne sont pas mises en œuvre par les ligues.

Jean-Luc Manaudou : la FFN a-t-elle autorité à imposer la tenue d'une AGE ? Quels sont ses garanties et leviers ? A-t-on des contacts avec des clubs Guyanais ?

Laurent Ciubini répond que la FFN a été alertée par certains clubs Guyanais d'une situation anormale. Si la ligue Guyane est mise sous tutelle, la Fédération pourrait alors convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire.

Gilles Sezionale : après la date butoir fixée à fin avril, le Codir du 3 mai pourra prendre la décision d'une mise sous tutelle.

Olivier Hirtzig estime qu'il sera compliqué en un mois de résoudre une telle situation. Pourquoi attendre fin avril pour prendre une décision ?

Christiane Guérin suggère qu'une personne se rende en présentiel à l'AG de Guyane pour représenter la Fédération.

Sylvie Caillet demande s'il ne serait pas judicieux d'anticiper et de voter aujourd'hui la mise sous tutelle en cas de non-retour de la ligue avant le deadline.

Gilles Sezionale : plus globalement sur ce type de situation, il sera nécessaire de prévoir des alertes auprès du service financier afin d'être plus réactifs à l'avenir.

Patrick Trioen demande des précisions sur le fonctionnement du Comité Directeur guyanais.

Bernard Dalmon répond qu'il existe bien mais qu'il ne fonctionne pas ; de plus, aujourd'hui rien ne se fait au niveau des compétitions.

Philippe Briout souligne que cela ne changera pas grand-chose de décider maintenant car nous serons toujours soumis à la tenue de l'Assemblée Générale.

L'ensemble de ces remarques pris en compte, le Comité Directeur valide qu'en cas de non mise en conformité statutaire de la Ligue à la date butoir du 30 avril (tenue d'une AG et transmission des bilans), la Fédération se verra contrainte de mettre sous tutelle la ligue de Guyane. Un nouveau courrier sera adressé en ce sens à la ligue.

2.5 - Diffusion numérique du natation magazine

Patrick Perez rappelle que lors du bureau du 15 février dernier il a été décidé de ne plus adresser à l'ensemble des ligues et clubs adhérents qu'un seul exemplaire papier du Natation magazine mais également de réfléchir sur l'opportunité de sa diffusion par voie numérique à tous les licenciés, en tenant compte des chiffres affinis (200 abonnés papier à ce jour). Le coût supplémentaire engendré par la diffusion numérique s'élèverait à 5000 € par an environ. Cette décision de diffuser gratuitement le magazine ne mettra pas en péril notre équilibre budgétaire et pourrait représenter un acte fondateur d'affichage non négligeable pour la Fédération.

Christiane Guérin alerte sur le fait que sans la version papier la Fédération perdrait son numéro d'ISSN et ne serait plus référencée que sur la partie numérique.

Patrick Perez confirme que ce ne sera pas le cas car le magazine continuera à être édité au format papier pour tous ceux qui y sont attachés.

Le Comité Directeur valide la diffusion numérique du *Natation magazine* à tous les licenciés, en supplément de l'envoi d'un exemplaire papier aux ligues et clubs adhérents.

2.6 - Point d'étape sur la transition numérique

Guillaume Duarte et Vincent Baudevin, représentants de la Société Maëstis présentent le point d'avancement et le point budget sur le projet Aquavista, initié suite au schéma directeur, dont :

- ✓ La mise en place d'un nouvel applicatif pour le Water-polo : digitaliser les feuilles de matches, faciliter la gestion des Championnats, apporter un live scoring et corriger l'obsolescence des outils existants. Si des points d'amélioration restent à faire, il fonctionne. Ce nouvel outil sera déployé à terme sur tous les championnats.

- ✓ La refonte de l'architecture technique : corriger l'obsolescence du SI, gagner en maturité sur la conception du SI et apporter la flexibilité nécessaire pour construire le SI de demain. Il s'agit de quelque chose d'invisible pour les utilisateurs mais essentiel pour faire évoluer le SI dans le futur. Un AO a été mené et la Société CGI a été retenue. Une analyse des applicatifs existants a été faite et des choix technologiques ont été définis. La feuille de route est en cours d'écriture.
- ✓ Le CRM (gestion de la relation client) : il a pour but d'améliorer la connaissance des divers profils licenciés, de booster l'efficacité de la communication fédérale auprès du licencié et d'identifier des potentiels licenciés à démarcher. Suite à un AO la Société Arenamatrix a été retenue. Le CRM est actuellement en cours de configuration
Patrick Trioen demande comment sont évalués les besoins clients.
Guillaume Duarte explique qu'une fois les profils type des licenciés définis une campagne sera lancée afin de comprendre ce dont ils ont envie. Cet outil va apporter de la facilité pour savoir comment puiser et consolider ces informations.
- ✓ La Dataviz (datavisualisation) : renforcer et faciliter les compétences en analyse de données des équipes métiers et techniques, rendre les bases de données accessibles aux équipes métiers, offrir un outil d'analyse de données simple de prise en main.
- ✓ L'Académie de la Natation : structurer et valoriser une offre claire pour faire de la formation un axe de développement des revenus, résoudre l'obsolescence ENF, mettre en visibilité les parcours de formation et faciliter l'organisation et l'administration de la formation.
- ✓ La plateforme digitale : moderniser l'image FFN, proposer une offre claire et valoriser un savoir-faire, centraliser l'ensemble des besoins, placer l'utilisateur au cœur des besoins :
 - ✓ Un nouveau site vitrine (point d'entrée des espaces FFN)
 - ✓ Un espace licencié
 - ✓ La revue de l'intranet (nouvelles fonctionnalités, canaux d'échanges...)
 - ✓ La revue des sites satellites

Patrick Trioen demande si la saisie directe des données du futur licencié est prévue dans le chantier plateforme digitale.

Laurent Ciubini répond que ce projet déjà évoqué en bureau est en cours d'étude. La Fédération tente de trouver le bon modèle pour arriver à fiabiliser ces données, sans court-circuiter le club.

La répartition du budget initial à hauteur de 2M€ a été réactualisée pour 2023 à hauteur de 708K€.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal

3. Affaires financières

3.1 – Point à date sur les licences

- ✓ 325 000 licences au 8 mars
- ✓ 5 979 042 € à ce jour sachant que pour la clôture des comptes, il est prévu la somme de 6 330 000€ - reste un effort pour trouver 300 000 € de licences d'ici le 15 avril.
- ✓ Pour le prévisionnel de fin d'exercice, il est prévu la somme de 7 330 000€. Il faudra donc qu'entre le 15 avril et le 31 août 1M€ de plus soit récupéré.

Un courrier a été adressé aux clubs identifiés par 3 ligues comme n'étant pas au 100% licences afin de leur rappeler leurs obligations.

3.2 – Validation de la répartition du fonds de péréquation Plongeon

Laurant Ciubini rappelle la genèse de ce dispositif ainsi que le calendrier de mise en œuvre évoqués et votés dans les différentes instances et pour lequel le Codir est amené aujourd'hui à faire un choix entre 2 options.

- Lors du processus budgétaire du 4ème trimestre 2021, constat de l'investissement hétérogène des ligues en faveur du plongeon, alors même que toutes bénéficient de la même part régionale.
- Décision de créer un fonds de péréquation pour le Plongeon dans les arbitrages retenus pour le budget 2022 (+70K€) (PV Bureau du 26 janvier 2022 et Codir du 2 février 2022). Le budget 2022 incluant la création de ce fonds a été voté par l'AG de Royat.
- Ce dispositif a été également évoqué lors du Conseil des Territoires de janvier 2022 et les éléments dont doit disposer la FFN pour la mise en place du processus ont été expliqués lors du Conseil des Territoires du 16 novembre 2022.
- Afin de mettre en place ce fonds de péréquation, la Fédération avait besoin en amont de compiler tous les indicateurs autour des organisations plongeon sur le périmètre national, régional et interrégional, en termes d'implications financières pour cette discipline. Pour ce faire, un courrier explicatif du mécanisme de péréquation a été adressé à l'ensemble des Présidents et Trésoriers de ligues, avec une date butoir au 7 décembre pour la restitution de ces éléments. La restitution de l'enquête ligues a été actée lors du Codir du 7 décembre 2022 avec une mise en œuvre du processus de clôture en décembre 2022. A cette date, seules 3 ligues étaient revenues vers la Fédération, en précisant qu'aucune dépense n'avait été faite en faveur du plongeon.
- Ce fonds de dotation a été budgété à 70K€ au titre de 2022, aussi la contribution de chacune des ligues a été calculée au prorata des licences de chacune des ligues.
- Néanmoins, 4 ligues sont revenues vers la fédération après la date butoir. Des disparités de prises en compte des dépenses ont été notées. Après discussion en Bureau, des règles ont été conçues ne retenant que les dépenses liées au national, régional et interrégional et excluant de fait l'aide aux athlètes et aux clubs, qui eux font partie de la politique propre à chaque ligue.
- Les discussions ne sont pas finalisées avec AURA et IDF les états à date de discussion ont été communiqués en amont de ce Codir.

Le sujet du jour est d'acter si :

- on reste sur la V1 (répartition des 70000€ aux ligues au prorata de leur nombre de licences)
- ou si on finalise la V2 avant de la mettre en œuvre (prise en compte des frais de certaines ligues).

Jean-Luc Manaudou confirme qu'il reste un léger désaccord avec la Fédération avec un différentiel en défaveur de la ligue AURA à hauteur de 4000 €. Le problème est en effet structurel car la fédération a des arrêtés comptables sur l'année civile et la Ligue AURA sur l'année sportive 2021/2022. Sans compter les 5 000 € d'aides que la ligue AURA verse athlètes. D'autre part, il réitère sa demande d'avoir un retour très précis sur l'utilisation des 70K€. Il cite comme exemple l'organisation du Meeting des Lumières à Lyon pour lequel il n'a pas eu de bilan budgétaire précis de la part des CTS en charge de cette organisation. Il précise par ailleurs que Céline Rousty n'est plus CTS de la Ligue AURA.

Laurent Ciubini répond qu'à la clôture comptable un compte-rendu financier sera réalisé sur l'utilisation du fonds de dotation et des 0,50€ sur les licences.

Philippe Briout s'interroge sur le fait que l'IDF n'ait pas de refacturation dans la V2.

Laurent Ciubini explique que l'on additionne les dépenses qui sont réparties ensuite au prorata dans la péréquation. Dans le cas de l'IDF la péréquation devient négative.

Philippe Briout dit avoir du mal à trancher entre les 2 versions et aurait presque souhaité une troisième formule qui réponde à une mesure plus équitable.

Jean-Luc Manaudou fait remarquer que les ligues qui n'ont pas de clubs de plongeon n'ont pas de retour sur la part régionale dédiée au plongeon. Au-delà de la mise en place de ce fonds de péréquation et d'un point de vue structurel, la fédération ne devrait-elle pas orienter ses lignes budgétaires d'une manière plus précise ? La Fédération fait-elle tous les efforts nécessaires pour faire des économies notamment dans le fléchage de ses dépenses ?

Gilles Sezionale rappelle que 3,8M€ sont reversés aux ligues sur la part régionale.

Jean-Luc Manaudou réitère sa remarque que tant que nous aurons une administration en visioconférence de 2 heures tous les trimestres, sans débats préalables ni sujets de fond, ni temps pour s'exprimer, cela ne fonctionnera pas.

Sylvie Caillet rappelle qu'il s'agit d'un choix politique de la Fédération qui souhaite mettre en place un développement du plongeon sur l'ensemble des territoires au travers d'un don de chacune des ligues. La ligue AURA avait un CNAHN avec des dépenses importantes, malgré les aides des collectivités. Elle opterait quant à elle plutôt pour la version 2 qui lui semble plus équitable. En ce qui concerne le fléchage des 70K€, le CC Plongeon fera en sorte d'établir un bilan budgétaire à l'issue de chaque organisation de la discipline.

Jean-Luc Manaudou : Il faut demander aux CTS qui ont pour mission le développement de la discipline de faire ce travail. Il trouve par ailleurs scandaleux que certains CTS aient décidé de ne pas entraîner en plongeon alors que la ligue a besoin d'entraîneurs.

Marc Deberghes est favorable à la V1. Il s'agit d'une discipline qu'il faut certes aider, mais pourquoi rester sur 70 000€ alors que beaucoup de choses ont été faites dans les ligues ? Il partage l'avis de Jean-Luc Manaudou quant au travail qui doit être fait par les CTS.

Julien Issoulié refuse d'entendre que les CTS ne travaillent pas. Les missions des CTS sont réalisées et la majorité d'entre eux en font beaucoup plus qu'ils ne devraient. L'entraînement n'est par ailleurs pas une mission que l'on peut leur forcer à faire. Il ne faut pas mettre tous les CTS dans le même panier. La Fédération est un écosystème. Les problématiques de missions ne concernent qu'une infime partie de l'effectif et il n'est pas juste d'en faire une généralité.

Gilles Sezionale rappelle que la Fédération aborde le sujet des CTS à chaque changement de Ministère. S'ils sortent de certaines ligues, ils restent dans les quotas fédéraux. Par ailleurs, si des postes sont supprimés ils ne seront plus remplacés.

Philippe Briout estime le débat sur les CTS hors sujet et trouve anormal que des situations personnelles soient abordées dans le cadre du Codir. Il se dit favorable à la solidarité mais pour lui la V2 n'est pas finalisée.

Joël Pineau rappelle que si dans certaines régions il n'est pas possible de développer le plongeon pour des raisons matérielles ou humaines, il faut tenir compte du fait que d'autres disciplines y sont développées.

Les deux options sont mises au vote du Comité Directeur :

Version 1 - sans prise en compte des 4 ligues : 54 %

Version 2 - sous réserve des derniers arbitrages : 42 %

Abstentions : 4 %

La version 1 est validée par le Comité Directeur.

3.3 - Point exécution budgétaire 2023

Laurent Ciubini rappelle qu'il a été décidé qu'à chaque comité directeur un point d'avancement d'exécution budgétaire sera réalisé.

Deux sujets d'alerte aujourd'hui :

- Le Giant Open : un engagement de 200 000€ du conseil région IDF qui pourrait se réduire à 150 000€. Gilles et Lazreg ont pour mission d'essayer que la Région revienne à l'engagement initial.
- Les CF Juniors à Chartres : les 25 000€ demandés à la Communauté de Communes ne seront pas octroyés. La FFN fait donc tout pour réduire les dépenses afin d'éviter trop de dépassement. La bonne nouvelle est l'aide du conseil régional à hauteur de 12 000 Euros, grâce à la ligue CVL.

Les services fédéraux sont à pied d'œuvre afin de régler ces difficultés.

4. Affaires sportives

4.1 – Eau Libre : validation du programme sportif 2023 et des critères de sélection Eau Libre 2023 (en annexe)

Bénédicte Compois précise que le 5 km devenant une épreuve de qualification, il est apparu plus pertinent de modifier l'ordre des épreuves des Championnats de France à Dunkerque, en lien avec les critères de sélection (relais le vendredi, 5 km le samedi et 10km le dimanche).

Le Comité Directeur valide le programme sportif et les critères de sélections 2023 pour l'Eau Libre.

4.2 – Natation Course : validation de l'avenant aux critères de sélection 2023 (en annexe)

Les modifications et aménagements sont liés à l'évolution des catégories LEN et Aqua notamment chez les Juniors.

Julien Issoulié précise que la catégorie 18 ans filles a été réintégrée, d'où cette adaptation pour nos meilleurs éléments de cette année d'âge en lice pour les qualifications pour Fukuoka, avec une qualification aux Championnats de France de Rennes, une participation aux championnats de France juniors posant un problème de planification.

Le Comité Directeur valide l'avenant aux critères de sélection Natation Course 2023.

4.3 – Water-Polo : validation des modifications réglementaires 2023 (en annexe)

Benjamin Mercier précise qu'il s'agit d'adaptations sur la finale filles et sur une relégation éventuelle des clubs élites pour la saison prochaine au regard du calendrier international. La DTN et le CC ont accepté que l'Elite se joue à 9 ou 10 équipes sur la saison 2023/2024 avec une formule proposée par le DTN.

Le Comité Directeur valide les modifications réglementaires 2023 du Water-Polo.

4.4 – Point sur le PPF

Julien Issoulié informe que suite aux mails sur les bilans avec les ligues, l'ANS demande un retour sur toutes les actions mises en place dans le cadre de l'accession nationale sur toutes les structures territoriales. C'est un point de partage qui permettra d'avancer sur le bilan et de réfléchir sur les améliorations éventuelles.

5. Questions diverses

Richard Lagrave demande s'il y a eu des retours de clubs suite à l'envoi du courrier sur le 100 % licences. Laurent Ciubini répond que sur les 13 courriers envoyés, la Fédération a eu 2 retours de Millau et de Caen qui ont exprimé leur mécontentement.

6. Clôture des travaux par le Président

Gilles Sezionale remercie tous les présents pour ces échanges en espérant que le rendez-vous du 3 mai pourra se tenir en présentiel avec une visite du CAO le matin.

Il informe que la LEN nous a donné des assurances relatives aux Championnats d'Europe 2026 qui pourraient se tenir en France au sein du CAO. Cette organisation sera un plus en termes d'image pour la Fédération et pour toute une génération qui performe.

La LEN nous a également proposé d'organiser des épreuves en 2024, au regard du calendrier international de l'année prochaine. Sachant que les clefs du CAO une fois terminé seront remises à Paris 2024 dans le cadre des J.O, un courrier a été adressé à Tony Estanguet afin d'en formuler la demande.

Il donne rendez-vous à celles et ceux qui se retrouveront sur les prochaines échéances de Marseille, Nice et St Germain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h10.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE